

# Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Chambly

Code géographique : 57005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), René Gauvreau, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Chambly pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-07-31

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>PAGE</u>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Chambly,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Chambly (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation consolidée de sa dette nette et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Chambly inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons à la direction notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

Brossard (Québec)

Date : le 4 août 2020

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Réalisations</b>	
		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	37 026 516	36 205 587
Compensations tenant lieu de taxes	2	812 831	757 378
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 546 674	4 120 695
Services rendus	5	4 420 309	4 313 233
Imposition de droits	6	3 853 237	3 383 877
Amendes et pénalités	7	1 372 668	1 212 545
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	972 614	945 169
Autres revenus	10	895 843	694 385
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	50 900 692	51 632 869
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	5 450 931	7 544 431
Sécurité publique	15	7 733 005	7 458 706
Transport	16	9 550 937	9 045 243
Hygiène du milieu	17	8 716 431	7 581 401
Santé et bien-être	18	255 106	232 621
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 588 714	1 545 623
Loisirs et culture	20	9 734 177	8 543 730
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 481 901	1 285 487
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	44 511 202	43 237 242
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	6 389 490	8 395 627
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	139 807 749	131 412 122
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	139 807 749	131 412 122
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>			
	29	146 197 239	139 807 749

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 15 411 420	24 190 476
Débiteurs (note 5)	2 8 993 713	9 423 409
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4 420 787	85 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6 50 073	564 912
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 24 875 993	34 263 797
<b>PASSIFS</b>		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10 10 000	5 542 626
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 8 593 886	10 263 930
Revenus reportés (note 12)	12 647 398	887 200
Dettes à long terme (note 13)	13 46 694 353	44 914 362
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15 55 945 637	61 608 118
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16 (31 069 644)	(27 344 321)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	17 170 176 646	161 797 368
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18 6 690 338	2 502 045
Stocks de fournitures	19 338 634	310 394
Autres actifs non financiers (note 17)	20 61 265	2 542 263
	21 177 266 883	167 152 070
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22 146 197 239	139 807 749

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	6 389 490	8 395 627
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 16 158 883 )	( 18 271 879 )
Produit de cession	3	7 251	7 495
Amortissement	4	7 600 666	6 997 986
(Gain) perte sur cession	5	(6 535)	(3 443)
Réduction de valeur / Reclassement	6	178 223	
	7	(8 379 278)	(11 269 841)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(4 188 293)	
Variation des stocks de fournitures	9	(28 240)	6 481
Variation des autres actifs non financiers	10	2 480 998	(2 413 135)
	11	(1 735 535)	(2 406 654)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(3 725 323)	(5 280 868)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(27 344 321)	(22 063 453)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(27 344 321)	(22 063 453)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(31 069 644)	(27 344 321)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 389 490	8 395 627
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 600 666	6 997 986
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(6 535)	(3 443)
- Réduction valeur	4	178 223	
	5	14 161 844	15 390 170
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	429 696	(1 328 883)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 670 044)	3 665 824
Revenus reportés	9	(239 802)	(407 669)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	514 839	286 925
Propriétés destinées à la revente	11	(4 188 293)	
Stocks de fournitures	12	(28 240)	6 481
Autres actifs non financiers	13	2 480 998	(2 413 135)
	14	11 460 998	15 199 713
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 16 158 883 )	( 18 271 879 )
Produit de cession	16	7 251	7 495
	17	(16 151 632)	(18 264 384)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 335 787 )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(335 787)	
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	6 576 220	4 151 745
Remboursement de la dette à long terme	24	( 4 790 301 )	( 5 131 654 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(5 532 626)	535 802
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(5 928)	(8 838)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 752 635)	(452 945)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(8 779 056)	(3 517 616)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	24 190 476	27 708 092
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	24 190 476	27 708 092
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	15 411 420	24 190 476

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Chambly (ci-après « la Ville ») est un organisme municipal constitué en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

Voir a) et b)

**a) Périmètre comptable**

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable. Les soldes réciproques sont éliminés. Le périmètre comptable de la Ville de Chambly comprend l'organisme périmunicipal suivant:

Centre aquatique de Chambly

**b) Partenariats**

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Les soldes réciproques sont éliminés. La Ville participe aux partenariats suivants:

	Taux de consolidation	
	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	11,80 %	11,80 %
Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Richelieu-Marieville (S.E.C.T.- Eau)	64,65 %	64,65 %

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

ont lieu les faits et les transactions.

### **C) Actifs**

Voir a) et b)

#### **a) Actifs financiers**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois (3) mois ou rachetables en tout temps sans pénalité.

#### **Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme**

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement. Ces taux sont établis à partir des modalités des différents programmes du gouvernement du Québec et d'ententes particulières.

#### **Placements**

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

#### **b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

#### **Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

#### **Stocks**

Les stocks de fournitures sont évalués au coût, déterminé selon la méthode de l'épuisement successif (premier entré, premier sorti). Les stocks désuets sont radiés des livres.

#### **Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	de 2,5 % à 15 %
Améliorations locatives	10 %
Véhicules	de 4 % à 25 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 33 %
Machinerie, outillage et équipement divers	de 5 % à 20 %
Oeuvres d'art et trésors historiques	100 %

Les immobilisations en cours seront amorties dès leur mise en service. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

**Réduction de valeur**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et amortis sur la durée des emprunts correspondants, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

**Revenus reportés**

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées. Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

**Passif au titre des sites contaminés**

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause. Au 31 décembre 2019, aucun passif n'est enregistré à ce titre.

**E) Revenus**

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et mesure que les stipulations sont respectées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Constatation des revenus**

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

La Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement qu'à partir du moment où il y a eu vote des crédits à l'Assemblée Nationale.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir liés au paragraphe 3250.062 : l'affectation est amortie à compter de l'année suivant sa détermination sur la DMERCA des salariés participants. A compter de 2017, les affectations ne sont pas amorties;

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la DMERCA des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments****Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

direction sont :

- La provision pour mauvaises créances à l'égard des débiteurs;
- Les durées probable d'utilisation des immobilisations aux fins de l'amortissement;
- Les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs;
- Les provisions à l'égard des passifs, de la provision pour contestation d'évaluation et des réclamations en justice.

**Excédent de fonctionnement affecté**

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

**Fonds réservés**

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants :

Le fonds réservé « Fonds de roulement » est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Le fonds réservé « Fonds de stationnement » est constitué de sommes imposées en vertu d'un règlement municipal imposant une compensation financière lorsqu'une personne obtient une exemption en matière de norme minimale de cases ou d'espaces de stationnement dans un secteur délimité. Le fonds de stationnement ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement d'immeubles servant au stationnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

La Ville a adopté le chapitre SP3430, « Opérations de restructuration » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Ce chapitre établit des normes sur la comptabilisation des opérations de restructuration et sur les informations à fournir à leur sujet, par les cédants et les cessionnaires qui transfèrent et reçoivent respectivement des actifs et/ou des passifs ainsi que la responsabilité des programmes ou activités auxquels ils se rattachent. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 919 636	12 690 476
Découvert bancaire	2	( 8 216 )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	6 500 000	11 500 000
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>15 411 420</b>	<b>24 190 476</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	8 381 016	199 687
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
<b>Note</b>			
L'encaisse et les placements affectés sont associés aux fonds réservés « Parcs et terrains de jeux », « Fonds de roulement » ainsi qu'à la réserve financière pour services de voirie.			
Les placements à court terme portent intérêt au taux annuel de 1,85 % à 2,30 %, échéant de 2020 à 2022 et sont rachetables en tout temps.			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	11	1 846 104	1 970 924
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 104 655	1 086 017
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 590 642	4 015 527
Organismes municipaux	15		184 219
<i>Autres</i>			
- Mutations et contraventions	16	2 022 018	1 786 371
- Autres	17	430 294	380 351
	18	8 993 713	9 423 409
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	227 306	242 467
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	227 306	242 467
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	507 713	409 099
<b>Note</b>			
Les débiteurs incluent la portion des organismes contrôlés pour un montant de 642 598 \$ en 2019 (422 227 \$ en 2018).			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>5. Prêts</b>	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
<b>Note</b>	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	335 787	
Autres placements	31	85 000	85 000
	32	<u>420 787</u>	<u>85 000</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Les placements à titre d'investissement représentent une participation au *Programme d'assurances de dommages UMQ*. Ce dernier permet aux villes de se regrouper pour les contrats d'assurance pour leurs biens et la responsabilité civile.

Les autres placements sont une entente de prêt de 85 000 \$ sans modalité (85 000 \$ en 2018) avec l'Association de Hockey mineur de Chambly pour l'acquisition d'une franchise de la ligue de Hockey Junior AAA, Les Forts de Chambly.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	50 073	564 912
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>50 073</u>	<u>564 912</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 801 958	1 605 268
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	20 381	14 047
Régimes de retraite des élus municipaux	42	64 634	67 619
	43	<u>1 886 973</u>	<u>1 686 934</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose de 2 marges de crédits avec des montants autorisés de 1 000 000\$ et de 864 000\$ (11 344 815 \$ en 2018), à un taux préférentiel de 3.95% moins 0.25% en 2019 et 2018. Les soldes sont inutilisés au 31 décembre 2019 (solde inutilisé de 6 749 434 \$ en 2018).

*Organismes contrôlés*

Centre aquatique de Chambly : marge de crédit autorisée de 100 000 \$ au taux préférentiel. Le solde inutilisé au 31 décembre 2019 est de 90 000 \$ (100 000 \$ en 2018).

S.E.C.T.- Eau : ouverture de crédit bancaire autorisée de 300 000 \$ au taux préférentiel plus 0,25 %, renouvelable annuellement.

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent : marge de crédit autorisée de 1 000 000 \$ au taux préférentiel, dont le solde est inutilisée au 31 décembre 2019.

**1. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	2 931 923	5 423 395
Salaires et avantages sociaux	48	2 572 333	3 058 646
Dépôts et retenues de garantie	49	2 459 094	1 214 151
Provision pour contestations d'évaluation	50	205 939	205 939
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouv. du Québec et entreprises	53	167 798	88 798
- Gouv. du Canada et entreprises	54	(6 173)	135
- Organismes municipaux	55	87 350	58 452
- Intérêts courus sur dettes LT	56	175 544	190 314
- Autres crédoeurs et charges	57	78	24 100
	58	8 593 886	10 263 930

**Note**

Les crédoeurs et charges à payer incluent la portion des organismes contrôlés pour un montant de 739 324 \$ en 2019 (612 770 \$ en 2018).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	131 658	134 890
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	254 227	515 238
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
- Autres	69	105 739	174 858
-	70		
- Transferts	71	155 774	62 214
	72	647 398	887 200

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	3,15	2020	2024	73	45 939 000	45 095 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,96	3,96	2020	2020	77	9 917	19 465
Organismes municipaux	2,05	2,05	2024	2024	78	946 194	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,90	2020	2022	79	115 520	110 247
Autres					80		
					81	47 010 631	45 224 712
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 316 278 )	( 310 350 )
					83	46 694 353	44 914 362

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2019</b>				
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>					
2020	84	92	7 170 138	100	52 000	109	9 917	117	7 232 055
2021	85	93	6 250 108	101	42 656	110		118	6 292 764
2022	86	94	12 909 143	102	20 582	111		119	12 929 725
2023	87	95	8 485 177	103	282	112		120	8 485 459
2024	88	96	12 070 628	104		113		121	12 070 628
2025 et +	89	97		105		114		122	
	90	98	46 885 194	106	115 520	115	9 917	123	47 010 631
Intérêts et frais accessoires				107				124	
	91	99	46 885 194	108	115 520	116	9 917	125	47 010 631

Note

		2019	2018
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(27 635 157)	(23 665 347)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( 3 434 487 )	( 3 678 974 )
Autres	128		
	129	(31 069 644)	(27 344 321)

Note



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	21 858 776	158	1 829 893	185		212	23 688 669
Eaux usées	131	57 705 234	159	998 294	186		213	58 703 528
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	123 888 650	160	3 176 233	187	178 223	214	126 886 660
Autres	133	2 776 949	161		188		215	2 776 949
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	13 965 044	163	23 219 833	190		217	37 184 877
Améliorations locatives	136	132 813	164	895	191		218	133 708
Véhicules	137	7 640 583	165	622 166	192	107 380	219	8 155 369
Ameublement et équipement de bureau	138	2 333 497	166	1 161 765	193		220	3 495 262
Machinerie, outillage et équipement divers	139	10 270 492	167	751 369	194	103	221	11 021 758
Terrains	140	7 473 040	168	1 094 521	195		222	8 567 561
Autres	141	39 502	169		196		223	39 502
	142	<u>248 084 580</u>	170	<u>32 854 969</u>	197	<u>285 706</u>	224	<u>280 653 843</u>
Immobilisations en cours	143	<u>24 881 105</u>	171	<u>(16 696 086)</u>	198	<u>(34)</u>	225	<u>8 185 053</u>
	144	<u>272 965 685</u>	172	<u>16 158 883</u>	199	<u>285 672</u>	226	<u>288 838 896</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	10 428 800	173	551 609	200		227	10 980 409
Eaux usées	146	30 145 319	174	1 366 647	201		228	31 511 966
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	49 333 929	175	3 800 833	202		229	53 134 762
Autres	148	915 499	176	170 037	203		230	1 085 536
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	7 284 817	178	519 312	205		232	7 804 129
Améliorations locatives	151	203 308	179	539	206		233	203 847
Véhicules	152	3 402 218	180	474 800	207	106 630	234	3 770 388
Ameublement et équipement de bureau	153	1 782 213	181	165 608	208		235	1 947 821
Machinerie, outillage et équipement divers	154	7 632 712	182	551 281	209	103	236	8 183 890
Autres	155	39 502	183		210		237	39 502
	156	<u>111 168 317</u>	184	<u>7 600 666</u>	211	<u>106 733</u>	238	<u>118 662 250</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>161 797 368</u>					239	<u>170 176 646</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	372 532	243	99 514	245	107 380	247	364 666
Amortissement cumulé	241	(263 554)	244	(75 256)	246	(106 630)	248	(232 180)
Valeur comptable nette	242	<u>108 978</u>					249	<u>132 486</u>

**Note**

Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

immobilisations sont détenus exclusivement par un organisme contrôlé.

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250	2 102 349	2 102 349
Immeubles industriels municipaux	251	4 587 989	399 696
Autres	252		
	253	6 690 338	2 502 045
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	6 690 338	2 502 045

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Divers	256	61 265	2 542 263
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	61 265	2 542 263

**Note**

Les frais payés d'avance incluent la portion des organismes contrôlés pour un montant de 50 431 \$ en 2019 (48 275 \$ en 2018).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles**

La Ville de Chambly s'est engagée à des contrats d'enlèvement des ordures et des matières recyclables, d'assainissement des eaux usées, de services informatiques, de services d'évaluation foncière, de travaux de réfection et d'autres engagements contractuels échéants jusqu'en 2028, à verser une somme totale de 5 791 417 \$ durant cette période.

Pour les cinq prochains exercices, ces contrats totalisent 5 758 605\$, soit:

2020:	3 739 368 \$
2021:	1 047 581 \$
2022:	658 203 \$
2023:	303 991 \$
2024:	9 462 \$

Les engagements des organismes faisant partie du périmètre comptable représentent, pour la Ville de Chambly, un total de 2 067 395 \$ pour les cinq prochains exercices, soit:

2020:	815 938 \$
2021:	511 313 \$
2022:	509 340 \$
2023:	129 574 \$
2024:	101 230 \$

**9. Droits contractuels**

La Ville détient plusieurs droits contractuels qui découlent de contrats, d'ententes ou d'accords, notamment pour la location de terrains, la location d'espaces publicitaires et la location pour les antennes de télécommunication. Le montant total des droits contractuels est de 4 513 920 \$ jusqu'en 2028 et les versements pour les cinq prochaines années sont de : 4 465 920\$

2020:	1 172 749 \$
2021:	1 087 891 \$
2022:	1 095 651 \$
2023:	1 090 458 \$
2024:	19 171 \$

Les droits contractuels des organismes faisant partie du périmètre comptable représentent, pour la Ville de Chambly, un total de 88 122 \$ pour les deux prochains exercices, soit:

2020:	43 410 \$
2021:	44 712 \$

**10. Passifs éventuels**

S/O

**a) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
Association du hockey mineur de Chambly	58 292	58 292	
	262	58 292	58 292

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Le *Centre aquatique de Chambly*, organisme à but non lucratif, gère une piscine intérieure. La Ville s'est portée garante de tout déficit annuel d'opération de ce centre.

Dans son entente avec l'Association de Hockey mineur de Chambly pour l'acquisition d'une franchise de la ligue de Hockey Junior AAA, la Ville s'est portée garante auprès de la *Ligue de hockey junior du Québec* jusqu'à un maximum de 25 000 \$ afin de garantir le paiement des sommes qui seront dues par l'Association de Hockey mineur de Chambly.

En mai 2019, la Ville a autorisé un cautionnement de prêt d'une valeur de 58 292 \$ auprès de l'Association du hockey mineur de Chambly pour l'achat de chandails.

**b) Auto-assurance**

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les cadres.

**c) Poursuites**

Les poursuites concernant les organismes faisant partie du périmètre comptable sont les suivantes :

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ses employés pour une somme indéterminée. La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent fait l'objet de deux réclamations totalisant 495 000 \$ qui ont été intentées par deux citoyens suite à deux incidents survenus sur son territoire. Les audiences pour chacun de ces dossiers sont présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et les montants que la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant ces poursuites sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

**d) Autres**

**Risques environnementaux**

La S.E.C.T.- Eau est régie par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, l'organisme opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur.

**1. Actifs éventuels**

S/O

**2. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**3. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

**24. Instruments financiers**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**15 Évènements postérieurs à la date de clôture**

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 (maladie à coronavirus 2019) pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 13 avril 2020. De plus, le 5 avril 2020, la mesure a été prolongée jusqu'au 4 mai 2020. Conformément aux mesures prescrites, la Ville a été contrainte de cesser temporairement ses activités, sauf celles pouvant être qualifiées de services essentiels, soit les services administratifs ainsi que les travaux publics. La Ville a fermé temporairement les bâtiments municipaux et a mis en place un plan de contingence et de continuité afin de répondre rapidement aux recommandations ou directives du gouvernement du Québec et assurer le maintien des services jugés prioritaires ou essentiels. Un nombre important d'employés sont en mode télétravail. À titre de mesures fiscales, la Ville a suspendu le calcul des intérêts et de la pénalité sur les taxes, tarifs pour services municipaux et droits de mutation immobilière jusqu'au 30 juin 2020. Quelques mesures ont été prises afin de soutenir les organismes communautaires et l'économie locale. La durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues et il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers et l'état de la situation financière de la Ville dans le futur. Notamment, la Ville s'attend à une incidence sur la valeur des actifs liés au régime de retraite. Toutefois, celle-ci serait atténuée par le fait que les actifs sont évalués selon la méthode de la valeur lissée sur 3 ans.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019			Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenaires		
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
Taxes	1	36 205 587	34 813 495	37 026 516			37 026 516	
Compensations tenant lieu de taxes	2	757 378	808 546	812 831			812 831	
Quotes-parts	3					4 994 686		
Transferts	4	1 330 000	1 280 204	1 518 500		357 912	1 535 281	
Services rendus	5	3 348 474	3 176 489	3 411 413		1 008 896	4 420 309	
Imposition de droits	6	3 383 877	1 942 600	3 853 237			3 853 237	
Amendes et pénalités	7	577 417	532 950	727 019		645 649	1 372 668	
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	897 032	461 626	910 273		62 341	972 614	
Autres revenus	10	120 769	25 000	34 385		84 005	118 390	
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	46 620 534	43 040 910	48 294 174		7 153 489	50 111 846	
<b>Investissement</b>								
Taxes	13		1 414 975					
Quotes-parts	14							
Transferts	15	2 809 591				11 393	11 393	
Imposition de droits	16							
Autres revenus	17							
Contributions des promoteurs	18	526 136		777 453			777 453	
Autres	19							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20	3 335 727	1 414 975	777 453			788 846	
	21	49 956 261	44 455 885	49 071 627		7 164 882	50 900 692	
<b>Charges</b>								
Administration générale	22	7 011 211	5 364 559	4 912 160		251 595	5 450 931	
Sécurité publique	23	6 831 661	7 207 721	7 091 885		203 324	7 733 005	
Transport	24	6 028 263	5 955 700	6 081 604		3 469 333	9 550 937	
Hygiène du milieu	25	5 326 231	6 861 013	6 454 976		2 223 442	8 716 431	
Santé et bien-être	26	232 621	265 322	255 106			255 106	
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 535 434	1 704 213	1 579 145		9 569	1 588 714	
Loisirs et culture	28	6 798 063	7 658 613	7 638 436		1 126 807	9 734 177	
Réseau d'électricité	29							
Frais de financement	30	1 230 658	1 257 234	1 404 701		77 200	1 481 901	
Effet net des opérations de restructuration	31							
Amortissement des immobilisations	32	6 700 214	7 035 225	7 284 070	( 7 284 070 )			
	33	41 694 356	43 309 600	42 702 083		7 144 936	44 511 202	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	8 261 905	1 146 285	6 369 544		19 946	6 389 490	

1 Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	8 261 905	1 146 285	6 369 544	19 946	6 389 490	
Moins: revenus d'investissement	2	( 3 335 727 )	( 1 414 975 )	( 777 453 )	( 11 393 )	( 788 846 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	4 926 178	(268 690)	5 592 091	8 553	5 600 644	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	6 700 214	7 035 225	7 284 070	316 596	7 600 666	
Produit de cession	5	2 850			7 251	7 251	
(Gain) perte sur cession	6	740		(34)	(6 501)	(6 535)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			178 223		178 223	
<b>Propriétés destinées à la revente</b>	8	6 703 804	7 035 225	7 462 259	317 346	7 779 605	
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			25 780		25 780	
Remboursement de la dette à long terme	17	( 5 068 062 )	( 5 891 535 )	( 4 718 386 )	( 56 753 )	( 4 775 139 )	
	18	(5 068 062)	(5 891 535)	(4 692 606)	(56 753)	(4 749 359)	
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 2 994 943 )	( )	( 24 786 )	( 227 871 )	( 252 657 )	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	101 275	(875 000)	(1 817 996)	70 807	70 807	
Excédent de fonctionnement affecté	22	(1 840 283)		149 930	(51 238)	(1 869 234)	
Réserves financières et fonds réservés	23	189 662			(46 791)	103 139	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	(4 544 289)	(875 000)	(1 692 852)	(255 093)	(1 947 945)	
	26	(2 908 547)	268 690	1 076 801	5 500	1 082 301	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 017 631		6 668 892	14 053	6 682 945	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	3 335 727	777 453	11 393	788 846
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition					
Administration générale	2	( 18 477 )	( 52 648 )	( 919 )	( 53 567 )
Sécurité publique	3	( 15 852 )	( 224 881 )	( 158 120 )	( 383 001 )
Transport	4	( 4 285 166 )	( 1 627 198 )	( )	( 1 627 198 )
Hygiène du milieu	5	( 513 844 )	( 920 174 )	( 204 225 )	( 1 124 399 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 3 504 357 )	( 59 091 )	( )	( 59 091 )
Loisirs et culture	8	( 9 246 875 )	( 12 900 234 )	( 11 393 )	( 12 911 627 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
10	( 17 584 571 )	( 15 784 226 )	( 374 657 )	( )	( 16 158 883 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( )	( 4 188 293 )	( )	( 4 188 293 )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12	( )	( 335 787 )	( )	( 335 787 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 057 403	5 542 220	1 008 220	6 550 440
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	2 994 943	24 786	227 871	252 657
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		5 988 596		5 988 596
Excédent de fonctionnement affecté	16	6 362 873		29 744	29 744
Réserves financières et fonds réservés	17	1 103 835	1 539 251	67 156	1 606 407
18	10 461 651	7 552 633	324 771		7 877 404
19	(3 065 517)	(7 213 453)	958 334		(6 255 119)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	270 210	(6 436 000)	969 727	(5 466 273)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2018		2019		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Organismes contrôlés et partenaires	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	24 190 476	13 006 811	2 297 247	2 297 247	15 411 420
Débiteurs (note 5)	9 423 409	8 747 328	642 598	642 598	8 993 713
Prêts (note 6)					
Placements de portefeuille (note 7)	85 000	420 787			420 787
Participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	564 912	503 000			50 073
Autres actifs financiers (note 9)					
	34 263 797	22 677 926	2 939 845	2 939 845	24 875 993
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
Emprunts temporaires (note 10)	5 542 626		10 000	10 000	10 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	10 263 930	8 250 775	739 324	739 324	8 593 886
Revenus reportés (note 12)	887 200	548 872	98 526	98 526	647 398
Dette à long terme (note 13)	44 914 362	45 646 226	1 048 127	1 048 127	46 694 353
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			452 927	452 927	
	61 608 118	54 445 873	2 348 904	2 348 904	55 945 637
	(27 344 321)	(31 767 947)	590 941	590 941	(31 069 644)
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>					
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	161 797 368	165 121 537	5 055 109	5 055 109	170 176 646
Propriétés destinées à la revente (note 16)	2 502 045	6 690 338			6 690 338
Stocks de fournitures	310 394	308 807	29 827	29 827	338 634
Autres actifs non financiers (note 17)	2 542 263	118 196	50 431	50 431	61 265
	167 152 070	172 238 878	5 135 367	5 135 367	177 266 883
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	14 346 911	13 073 113	432 229	432 229	13 505 342
Excédent de fonctionnement affecté	4 957 195	4 053 287	1 289 511	1 289 511	5 342 798
Réserves financières et fonds réservés	8 866 149	10 278 107	168 659	168 659	10 446 766
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(1 150 732)	(1 124 384))	(157 486)	(157 486)	(966 898))
Financement des investissements en cours	(8 874 851)	(14 404 505)			(14 404 505)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	119 361 613	126 346 545	3 993 395	3 993 395	130 339 940
Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
	139 807 749	140 470 931	5 726 308	5 726 308	146 197 239

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
<b>Rémunération</b>	1	10 224 911	10 832 778	15 200 662	14 913 472
<b>Charges sociales</b>	2	2 641 371	2 835 283	3 774 689	3 743 258
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	15 783 071	11 738 096	7 846 129	6 067 542
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 170 509	1 145 249	1 160 050	1 133 645
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	725	725	725	1 080
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	86 000	258 727	321 126	150 762
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	3 295 043	7 527 676	7 527 676	8 260 783
Transferts	13				
Autres	14	48 085	38 422	38 422	40 076
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	290 700	298 985	298 985	336 702
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	7 035 225	7 284 070	7 600 666	6 997 986
<b>Autres</b>					
- Subv. et dons à divers org.	18	285 625	257 798	257 798	385 507
- Divers	19	2 448 335	484 274	484 274	1 206 429
-	20				
	21	43 309 600	42 702 083	44 511 202	43 237 242

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

<b>Revenus</b>	
Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4
<b>Charges</b>	
Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17
<b>Passifs</b>	
Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	11
---	----

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 (                    ) (                    )
	17
	18

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**  
**ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS	
<b>Revenus</b>	
Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3
<b>Charges</b>	
Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7
Activités et projets de mise en valeur du territoire	
-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	16

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 (                    ) (                    )
	21
Autres	22
	23
<b>Passifs</b>	
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	31

**Note sur les autres actifs**

**Note sur les créditeurs et charges à payer**

**Note sur les autres revenus reportés**

**Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 505 342	14 346 911
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 342 798	4 957 195
Réserves financières et fonds réservés	3	10 446 766	8 866 149
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(966 898) ) (	(1 150 732) )
Financement des investissements en cours	5	(14 404 505)	(8 874 851)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	130 339 940	119 361 613
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	146 197 239	139 807 749
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	13 073 113	13 618 669
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	432 229	728 242
	11	13 505 342	14 346 911
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
-	12		
- Surplus actuariel élus	13	87 957	87 957
- Litiges	14	69 482	69 482
- Investissements	15	1 406 491	1 406 491
- Engagements dépenses opération	16	150 100	150 100
- Budget participatif	17	300 000	
- Dette	18	1 790 200	1 790 200
- Remb.dette/Bourse excellence	19	14 057	14 057
- Matières résiduelles	20	235 000	235 000
	21	4 053 287	3 753 287
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
- Organismes contrôlés	22	1 289 511	1 203 908
-	23		
-	24		
	25	1 289 511	1 203 908
	26	5 342 798	4 957 195
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
- Services de voirie	27	3 196 461	2 923 551
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	3 196 461	2 923 551
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	4 547 037	3 350 041
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	2 508 890	2 324 032
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- PHAC	45	194 378	268 525
-	46		
	47	7 250 305	5 942 598
	48	10 446 766	8 866 149

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 68 447 )	( 75 409 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( )
Autres	52 ( 985 961 )	( 1 123 132 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( )	( )
	54 ( 917 514 )	( 1 047 723 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( )
Autres	58 ( )	( )
-	59 ( )	( )
	60 ( 917 514 )	( 1 047 723 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux		
Intérêts sur la dette à long terme	61 ( )	( )
	62 ( 37 )	( 1 327 )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres	66 ( )	( )
-	67 ( )	( )
	68 ( 37 )	( 1 327 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	69 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	70 ( )	( )
Autres	71 ( )	( )
-	72 ( 44 445 )	( 44 445 )
-	73 ( )	( )
	74 ( 44 445 )	( 44 445 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 93 866	148 781
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 93 866	148 781
	81 ( 966 898 )	( 1 150 732 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 ( 14 404 505 ) ( 8 874 851 )	( 8 874 851 )
	84 (14 404 505)	(8 874 851)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations	85 170 176 646	161 797 368
Propriétés destinées à la revente	86 6 690 338	2 502 045
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 335 787	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 177 202 771	164 299 413
Ajustements aux éléments d'actif	91 (123 951)	
	92 177 078 820	164 299 413
<b>Éléments de passif correspondant</b>		
Dette à long terme	93 ( 46 694 353 ) ( 44 914 362 )	( 44 914 362 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 316 278 ) ( 310 350 )	( 310 350 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 227 306	242 467
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 44 445	44 445
	98 ( 46 738 880 ) ( 44 937 800 )	( 44 937 800 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) ( )	( )
	100 ( 46 738 880 ) ( 44 937 800 )	( 44 937 800 )
	101 130 339 940	119 361 613

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville offre à ses employés un régime contributif à prestations déterminées. Le régime est assujéti à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La rente de retraite au titre des services crédités est calculée selon un pourcentage des salaires gagnés durant la carrière des employés. De plus, les employés bénéficient d'une rente de raccordement également fondée sur un pourcentage des salaires gagnés. Cette rente cesse à 65 ans. Une évaluation actuarielle complète du régime a été effectuée en date du 31 décembre 2017.

***Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Le 5 décembre 2014, la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c.15) (ci-après la « Loi ») a été sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec. En vertu de cette loi, les régimes de retraite à prestations déterminées établis par un organisme municipal font l'objet de certaines mesures, dont la partition en deux volets et la restructuration du volet antérieur afin de partager les déficits accumulés au 31 décembre 2013. La charge et l'actif au titre des avantages sociaux futurs doivent être établis distinctement pour chacun des volets.

Le processus prévoyait une période de négociation débutant le 1er janvier 2016 pour certains régimes pouvant faire l'objet d'un report (ci-après « régime avec report ») afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report, soit en 2021.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 564 912	851 837
Charge de l'exercice	4 ( 1 801 958 )	( 1 605 268 )
Cotisations versées par l'employeur	5 1 287 119	1 318 343
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>50 073</u>	<u>564 912</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 48 203 429	45 324 355
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>48 887 652</u> )	( <u>46 138 749</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (684 223)	(814 394)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>734 296</u>	<u>1 379 306</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 50 073	564 912
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>50 073</u>	<u>564 912</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 48 203 429	45 324 355
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>48 887 652</u> )	( <u>46 138 749</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>684 223</u> )	( <u>814 394</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 339 278	2 013 769
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	82 198
	20 <u>2 339 278</u>	<u>2 095 967</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 903 344 )	( 780 872 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 1 435 934	1 315 095
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 249 714	250 677
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(61 901)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 685 648</u>	<u>1 503 871</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 710 915	2 574 575
Rendement espéré des actifs	34 ( 2 594 605 )	( 2 473 178 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>116 310</u>	<u>101 397</u>
Charge de l'exercice	<u>1 801 958</u>	<u>1 605 268</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 504 450	1 825 081
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 2 594 606 )	( 2 473 178 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (90 156)	(648 097)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 485 333	741 273
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 815 934	1 866 652
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 48 481 291	43 583 858
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 1 365 045	1 362 884
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 481 919	2 763 074
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 18	18
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,33 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
- tab. mort: CPM2014 CPM-B	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2019	2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (                    )	(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (                    )	(                    )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (                    )	(                    )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

*Organisme contrôlé*

S.E.C.T.- Eau: régime de retraite sous-forme de REER collectif.

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115	116
	20 381	14 047

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	9

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	<u>15 244</u>	<u>16 034</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	118	51 373	54 037
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>13 261</u>	<u>13 582</u>
	120	<u>64 634</u>	<u>67 619</u>

---

**Note**

---

---

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TAXES</b>					
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	27 744 622	28 181 986	28 181 986	27 826 625
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3		1 448 602	1 448 602	1 418 843
Activités d'investissement	4	1 414 975			
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	29 159 597	29 630 588	29 630 588	29 245 468
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 740 030	1 781 193	1 781 193	1 726 187
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	105 458	96 469	96 469	64 995
Matières résiduelles	13	2 813 708	2 973 619	2 973 619	2 604 269
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	90 000	124 994	124 994	118 305
Service de la dette	18	2 319 677	2 419 653	2 419 653	2 446 363
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	7 068 873	7 395 928	7 395 928	6 960 119
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	7 068 873	7 395 928	7 395 928	6 960 119
	27	36 228 470	37 026 516	37 026 516	36 205 587

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	151	148	148
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	151	148	148
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	284 500	279 634	274 488
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	366 000	356 934	345 786
	36	650 500	636 568	620 274
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	650 651	636 716	620 422
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	152 642	170 338	124 601
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	5 253	5 777	12 355
Taxes d'affaires	44			
	45	157 895	176 115	136 956
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	808 546	812 831	757 378

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	146 737	157 130	153 585
Enlèvement de la neige	59	13 210	14 146	10 292
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		7 533	
Réseau de distribution de l'eau potable	69	125 950	134 871	128 106
Traitement des eaux usées	70	162 614	162 614	162 614
Réseaux d'égout	71	125 950	134 871	128 106
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	200 000	304 246	215 969
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	97 146	104 027	103 195
Promotion et développement économique	85			
Autres	86		15 000	15 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	8 400	740	25 104
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	70 188	79 500	49 874
Autres	89		59 930	59 930
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	950 195	1 167 075	976 845

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			2 809 591
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126		11 393	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130		11 393	2 809 591

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	330 009	347 860	334 259
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138		3 565	3 565
	139	330 009	351 425	334 259
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	<b>1 280 204</b>	<b>1 518 500</b>	<b>4 120 695</b>

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	405 000	578 447	508 999
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	405 000	578 447	508 999
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	1 010 644	1 038 133	987 213
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	1 010 644	1 038 133	987 213
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		14 177	23 824
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158	160 000	201 196	207 734
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	160 000	201 196	231 558
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177		738 969	712 128
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180		738 969	712 128
Réseau d'électricité	181			
	182	1 575 644	1 817 776	2 439 898



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	181 800	189 782	174 158
	186	181 800	189 782	174 158
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188			
Sécurité civile	189			
Autres	190	35 000	54 096	281 052
	191	35 000	54 096	281 052
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194	26 519	84 722	108 547
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	26 519	84 722	108 547
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	24 000	25 242	35 284
	211	24 000	25 242	35 284
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219	35 700	18 826	51 691
	220	35 700	18 826	51 691
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221			
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	1 297 826	1 220 969	1 222 603
	224	1 297 826	1 220 969	1 222 603
Réseau d'électricité	225			
	226	1 600 845	1 593 637	1 873 335
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	227	3 176 489	3 411 413	4 313 233

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	228	142 600	85 847	124 022
Droits de mutation immobilière	229	1 800 000	3 767 390	3 259 855
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	1 942 600	3 853 237	3 383 877
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	233	532 950	727 019	1 212 545
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	234			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	235	461 626	910 273	945 169
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		34	3 443
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			(2 850)
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			17 383
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242		441 666	526 136
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	25 000	370 138	150 273
	245	25 000	811 838	694 385
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	624 649	734 979	5 204	740 183	753 231	657 386
Greffe et application de la loi	1 066 142	1 325 839	37 028	1 362 867	1 412 289	1 039 802
Gestion financière et administrative	3 077 668	2 149 569	80 077	2 229 646	2 384 453	4 032 621
Évaluation	206 738	204 482	7 366	211 848	204 482	204 430
Gestion du personnel	342 794	414 501		414 501	491 766	321 680
Autres						
- Autres	46 568	82 790	121 920	204 710	204 710	1 288 512
-						
	5 364 559	4 912 160	251 595	5 163 755	5 450 931	7 544 431
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	4 977 576	4 899 746	8 834	4 908 580	5 346 376	5 087 671
Sécurité incendie	1 952 879	1 897 605	190 042	2 087 647	2 087 647	2 095 286
Sécurité civile	39 898	20 570	4 448	25 018	25 018	45 630
Autres	237 368	273 964		273 964	273 964	230 119
	7 207 721	7 091 885	203 324	7 295 209	7 733 005	7 458 706
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	2 245 722	3 122 220	2 963 608	6 085 828	6 085 828	4 839 320
Enlèvement de la neige	1 599 727	1 546 138	93 231	1 639 369	1 639 369	1 394 410
Éclairage des rues	344 075	254 234	196 218	450 452	450 452	506 051
Circulation et stationnement	305 763	319 743	94 490	414 233	414 233	406 890
Transport collectif						
Transport en commun	1 435 060	816 663		816 663	816 663	1 756 766
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres	25 353	22 606	121 786	144 392	144 392	141 806
	5 955 700	6 081 604	3 469 333	9 550 937	9 550 937	9 045 243

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalisations 2019	Réalisations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	891 445	891 445	891 445	929 458	824 623
Réseau de distribution de l'eau potable	24	917 545	481 188	516 462	997 650	1 046 736
Traitement des eaux usées	25	817 705	807 420	823 116	1 630 536	1 551 387
Réseaux d'égout	26	775 862	650 779	725 875	1 376 654	1 431 574
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	683 628	677 828	677 828	677 828	712 102
Élimination	28	569 970	487 200	487 200	487 200	462 120
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	490 040	432 666	52 673	485 339	510 943
Tri et conditionnement	30	236 222	202 406		202 406	15 842
Matières organiques						
Collecte et transport	31	445 519	746 809	105 316	852 125	397 862
Traitement	32	895 064	842 885		842 885	498 089
Matériaux secs	33	66 489	171 680		171 680	74 768
Autres	34	52 508	40 067		40 067	30 370
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	500	19 098		19 098	
Protection de l'environnement	38	18 516	3 505		3 505	
Autres	39					24 985
	40	6 861 013	6 454 976	2 223 442	8 678 418	7 581 401
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	265 322	255 106		255 106	232 621
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	265 322	255 106		255 106	232 621
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 268 533	1 226 666	9 569	1 236 235	1 177 372
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	50 000	30 000		30 000	50 621
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	321 678	262 647		262 647	259 227
Tourisme	49	64 002	59 832		59 832	58 403
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 704 213	1 579 145	9 569	1 588 714	1 545 623

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Budget 2019	Réalizations 2019		Réalisations 2019	Réalisations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
53	598 787	612 887	150 528	763 415	763 415
54	1 353 533	1 108 006	118 143	1 226 149	1 226 149
55	532 735	565 510	9 163	574 673	1 543 607
56	2 978 628	3 013 137	745 959	3 759 096	3 759 096
57					
58					
59					
60	5 463 683	5 299 540	1 023 793	6 323 333	7 292 267
Activités culturelles					
61	506 759	520 227	7 302	527 529	527 529
62	1 209 605	1 200 114	95 712	1 295 826	1 295 826
63					
64					
65	478 566	618 555		618 555	618 555
66	2 194 930	2 338 896	103 014	2 441 910	2 441 910
67	7 658 613	7 638 436	1 126 807	8 765 243	9 734 177
68					
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
69	981 234	1 038 946		1 038 946	1 053 747
70	190 000	107 028		107 028	107 028
Autres frais de financement					
71		54 000		54 000	116 310
72	86 000	204 727		204 727	204 816
73	1 257 234	1 404 701		1 404 701	1 481 901
74					
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
75	7 035 225	7 284 070	( 7 284 070 )		
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>					

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Chambly \_\_\_\_\_

Code géographique : 57005 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	<b>14</b>

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
NON AUDITÉS**



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	229 536	229 536	
Usines de traitement de l'eau potable	2	171 440	357 503	539 864
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	519 197	519 197	475 624
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 059 780	1 059 780	3 731 836
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	211 645	211 645	194 712
Autres infrastructures	11	9 295	9 295	41 822
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 175	3 175	18 921
Édifices communautaires et récréatifs	14	11 565 644	11 565 644	10 769 461
Améliorations locatives	15		895	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	690 632	790 146	578 774
Ameublement et équipement de bureau	18	1 032 408	1 059 769	99 134
Machinerie, outillage et équipement divers	19	283 880	341 924	297 241
Terrains	20	7 594	7 594	1 524 490
Autres	21		2 780	
	22	15 784 226	16 158 883	18 271 879

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	222 518	222 518	
Usines de traitement de l'eau potable	24	171 440	357 503	539 864
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	489 359	489 359	475 624
Autres infrastructures	27	989 825	989 825	2 975 169
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	7 018	7 018	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	29 838	29 838	
Autres infrastructures	32	290 895	290 895	993 201
Autres immobilisations	33	13 583 333	13 771 927	13 288 021
	34	15 784 226	16 158 883	18 271 879

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	68 276		12 349	55 927
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	23 763 778	3 611 729	2 000 901	25 374 606
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	17 471 217	2 644 884	2 197 796	17 918 305
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	41 303 271	6 256 613	4 211 046	43 348 838
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	242 467		15 161	227 306
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	242 467		15 161	227 306
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	242 467		15 161	227 306
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	3 678 974	319 607	564 094	3 434 487
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 921 441	319 607	579 255	3 661 793
	19	45 224 712	6 576 220	4 790 301	47 010 631
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	45 224 712	6 576 220	4 790 301	47 010 631

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	45 948 917
--------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	14 404 505
--	---	------------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	55 927
-----------------------	---	--------

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	2 508 890
--	---	-----------

Débiteurs	9	227 306
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	3 434 487
---	----	-----------

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	54 126 812
---	----	------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>	16	1 061 714
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	55 188 526
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	521 020
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	179 462
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	2 551 317
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	58 440 325
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	58 440 325
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	71 709	73 966	66 397
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4		4 774 865	4 550 986
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 373 782	814 682	1 839 583
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	891 445	891 445	854 232
Matières résiduelles	12	18 771	18 771	18 144
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	18 516	19 098	24 984
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	247 322	255 106	232 620
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	380 828	380 102	369 833
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	187 622	191 286	181 001
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	105 048	108 355	123 003
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	3 295 043	7 527 676	8 260 783

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS  
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	15 784 226	17 584 571
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	15 784 226	17 584 571

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>	<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
Cadres et contremaîtres	1	35,57	65 116,00	2 638 807	727 420	3 366 227
Professionnels	2					
Cols blancs	3	40,45	69 409,00	3 848 615	916 048	4 764 663
Cols bleus	4	64,95	126 616,00	3 239 074	933 722	4 172 796
Policiers	5					
Pompiers	6	10,22	21 266,00	759 455	157 582	917 037
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	151,19	282 407,00	10 485 951	2 734 772	13 220 723
	9	9,00		346 827	100 511	447 338
	10	160,19		10 832 778	2 835 283	13 668 061

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	134 871			134 871
Réseau de distribution de l'eau potable	13	162 614			162 614
Traitement des eaux usées	14	134 871			134 871
Réseaux d'égout	15	1 086 144			1 086 144
Autres	16				
	17	1 518 500			1 518 500

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	31 813	27 871
	4	31 813	27 871
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	25 550	25 013
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	25 550	25 013
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	766 518	671 546
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	766 518	671 546
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	30 606	26 815
Réseau de distribution de l'eau potable	17	76 093	64 037
Traitement des eaux usées	18	102 375	89 690
Réseaux d'égout	19	151 050	132 335
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	8 209	7 192
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	368 333	320 069
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	134 358	117 711
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	134 358	117 711
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	78 129	68 448
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	78 129	68 448
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	1 404 701	1 230 658



**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<u>2019</u>		<u>2018</u>
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mme Alexandra Labbé, Mairesse	45 342	13 138
M. Denis Lavoie, Maire	134 496	5 859
M. Carl Talbot	14 003	7 001
M. Mario Lambert	24 150	11 732
Mme Marie Lise Desrosiers	11 669	5 835
Mme Paula Rodrigues	8 200	4 100
M. Richard Tétreault	25 564	12 782
M. Serge Gélinas	23 464	11 732
M. Luc Ricard	23 464	11 732
M. Jean Roy	30 736	12 314
Mme Julie Daigneault	11 669	5 835
Mme Julia Girard-Desbiens	4 226	2 113

**Note**

La rémunération et l'allocation de dépenses incluent:

Mme Alexandra Labbé: rémunération de la MRCVR de 1 400 \$ et de la Régie de police de 735 \$. Allocation de dépenses de la MRCVR de 700 \$.

M. Denis Lavoie: allocations de départ et transition de 109 897 \$.

M. Richard Tétreault: rémunération de la MRCVR de 2 100 \$ et allocation de dépenses de la MRCVR de 1 050 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

- |  | <b>OUI</b>                            | <b>NON</b>                 | <b>S.O.</b>                |
|--|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre  | 1                                     | 8 600 000 \$               |                            |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

- |   |  |  |  |
|---|--|--|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?  | 5 <input type="checkbox"/>             | 6 <input checked="" type="checkbox"/>  |  |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019   | 7                                      | \$                                     |  |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/>             | 9 <input checked="" type="checkbox"/>  |  |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :   |  |  |  |
| a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.   | 10 <input checked="" type="checkbox"/> | 11 <input type="checkbox"/>            |  |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019   | 12                                     | 1 \$                                   |  |
| b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.  | 13 <input checked="" type="checkbox"/> | 14 <input type="checkbox"/>            |  |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019   | 15                                     | 504 550 \$                             |  |
| c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).  | 16 <input type="checkbox"/>            | 17 <input checked="" type="checkbox"/> |  |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019   | 18                                     | \$                                     |  |
| d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).  | 19 <input type="checkbox"/>            | 20 <input checked="" type="checkbox"/> |  |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019   | 21                                     | \$                                     |  |

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****OUI****NON**

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

22 23 

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

24 25 

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:

a) du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

26 27 

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

28 \_\_\_\_\_ \$

b) du paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

29 30 

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019

31 \_\_\_\_\_ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

32 33 

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

34 \_\_\_\_\_ \$

b) autres formes d'aide

35 \_\_\_\_\_ \$

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019

36 \_\_\_\_\_

Facteur comparatif de 2019

37 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

38 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

42 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

45 \_\_\_\_\_

**OUI****NON**

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

46  47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 \_\_\_\_\_ 2012-08-587

b) Date d'adoption de la résolution

49 \_\_\_\_\_ 2012-08-07

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="text"/>	51 <input type="text"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Chambly

Code géographique : 57005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Chambly,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Chambly (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

A notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous les aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les 'exigences légales').

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

·Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.

·Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

Brossard (Québec)

Date : Le 4 août 2020

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	37 026 516
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<hr/>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 658 050
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	124 994
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<hr/>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<b><u>33 243 472</u></b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 546 642 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 614 276 200</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<b><u>3 580 459 100</u></b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 

	0
--	---

 , 

9	2	8	5
---	---	---	---

 / 100 \$

# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Chambly

Code géographique : 57005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	28 445 634
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	1 585 887
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	30 031 521

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 760 306
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	110 000
Matières résiduelles	13	2 971 103
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	120 000
Service de la dette	18	2 322 760
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	7 284 169
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	7 284 169
	27	37 315 690

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	168
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	168
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	328 681
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	426 802
	9	755 483
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	755 651
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>		
Taxes sur la valeur foncière	15	171 936
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	5 278
Taxes d'affaires	17	
	18	177 214
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
<b>AUTRES</b>		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	932 865

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

557

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière  
Taxes générales**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
1	X 2	/100\$ 3					
4	3 300 985 988	X 5 0,6209	/100\$ 6 20 495 822				
7	187 797 012	X 8 0,6828	/100\$ 9 1 282 278				
10	339 221 658	X 11 1,3787	/100\$ 12 4 676 849				
13	95 478 090	X 14 1,6819	/100\$ 15 1 605 846				
16		X 17	/100\$ 18				
19	20 747 302	X 20 1,2418	/100\$ 21 257 640				
22	20 486 230	X 23 0,6209	/100\$ 24 127 199				
<b>Total</b>			25 28 445 634	26 ( ) 27 ( )	28 ( )	29 ( )	28 445 634

**Taxes spéciales****Service de la dette (taux unique)  
Service de la dette (taux variés)**

30	X 31	/100\$ 32					
33	X 34	/100\$ 35					
36	X 37	/100\$ 38					
39	X 40	/100\$ 41					
42	X 43	/100\$ 44					
45	X 46	/100\$ 47					
48	X 49	/100\$ 50					
51	X 52	/100\$ 53					
<b>Total</b>			54	55 ( ) 56 ( )	57 ( )	58 ( )	

5



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
<b>Total</b>			25	26 (	27 (	28	29
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	0,0400 /100\$ 32				1 585 887
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55 (	56 (	57	58
			1 585 887				1 585 887
<b>Valeur locative imposable</b>							
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59	X 60	% 61	62 (	63 (	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	119	,	00	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	256	,	00	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	37 315 690
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 680 209
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	120 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	10	<b><u>33 515 481</u></b>

<b>ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE</b>	11	<b><u>3 964 716 280</u></b>
--	----	-----------------------------

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020</b> (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="3"/> /100 \$
--	----	--

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

563

<i>Non audité</i>		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
	<b>Taxes sur la valeur foncière</b>						
	Générales	1 4 810 538	1 642 437	265 804	265 804	1 356 197	135 394
	De secteur	2					
	Autres	3					
	<b>Taxes sur une autre base</b>						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette	4					
	Autres	5 258 326	313 362				
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative	6					
	Autres	7					
		8 5 068 864	1 955 799	265 804	265 804	1 356 197	135 394

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

564

<b>Non audité</b>	<b>Résiduelle</b>		<b>Total</b>
	<b>Résidentielles</b>	<b>Agriculture Résidences</b>	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			
Générales	9 21 821 151		30 031 521
De secteur	10		
Autres	11		
<b>Taxes sur une autre base</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 2 322 760		2 322 760
Autres	13 4 269 721		4 841 409
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 28 413 632		37 195 690

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	112 742 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-17	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

***Non audité***

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>47 080 050 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>5 474 838 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 427 178 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>\$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , René Gauvreau , atteste que le rapport financier consolidé de Chambly pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-08-04.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Chambly.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Chambly consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Chambly détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-07-30 09:52:37

Date de transmission au Ministère :

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Chambly

---

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	46 620 534	43 040 910	48 294 174	7 153 489	50 111 846
Investissement	2	3 335 727	1 414 975	777 453	11 393	788 846
	3	49 956 261	44 455 885	49 071 627	7 164 882	50 900 692
<b>Charges</b>	4	41 694 356	43 309 600	42 702 083	7 144 936	44 511 202
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	8 261 905	1 146 285	6 369 544	19 946	6 389 490
Moins : revenus d'investissement	6	( 3 335 727 )	( 1 414 975 )	( 777 453 )	( 11 393 )	( 788 846 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	4 926 178	(268 690)	5 592 091	8 553	5 600 644
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	6 700 214	7 035 225	7 284 070	316 596	7 600 666
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			25 780		25 780
Remboursement de la dette à long terme	10	( 5 068 062 )	( 5 891 535 )	( 4 718 386 )	( 56 753 )	( 4 775 139 )
Affectations						
Activités d'investissement	11	( 2 994 943 )	( )	( 24 786 )	( 227 871 )	( 252 657 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 549 346)	(875 000)	(1 668 066)	(27 222)	(1 695 288)
Autres éléments de conciliation	13	3 590		178 189	750	178 939
	14	(2 908 547)	268 690	1 076 801	5 500	1 082 301
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	2 017 631		6 668 892	14 053	6 682 945

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.  
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018	2019	2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
				Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	24 190 476	13 006 811	15 411 420
Débiteurs	2	9 423 409	8 747 328	8 993 713
Placements de portefeuille	3	85 000	420 787	420 787
Autres	4	564 912	503 000	50 073
	5	34 263 797	22 677 926	24 875 993
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	44 914 362	45 646 226	46 694 353
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	16 693 756	8 799 647	9 251 284
	10	61 608 118	54 445 873	55 945 637
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(27 344 321)	(31 767 947)	(31 069 644)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	12	161 797 368	165 121 537	170 176 646
Autres	13	5 354 702	7 117 341	7 090 237
	14	167 152 070	172 238 878	177 266 883
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	14 346 911	13 073 113	13 505 342
Excédent de fonctionnement affecté	16	4 957 195	4 053 287	5 342 798
Réserves financières et fonds réservés	17	8 866 149	10 278 107	10 446 766
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	(1 150 732) ) (	(1 124 384) ) (	(966 898) ) (
Financement des investissements en cours	19	(8 874 851)	(14 404 505)	(14 404 505)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	119 361 613	126 346 545	130 339 940
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	139 807 749	140 470 931	146 197 239

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
-	23		
- Surplus actuariel élus	24	87 957	87 957
- Litiges	25	69 482	69 482
- Investissements	26	1 406 491	1 406 491
- Engagements dépenses opération	27	150 100	150 100
- Budget participatif	28	300 000	
- Dette	29	1 790 200	1 790 200
- Remb.dette/Bourse excellence	30	14 057	14 057
- Matières résiduelles	31	235 000	235 000
	32	4 053 287	3 753 287
Organismes contrôlés et partenariats	33	1 289 511	1 203 908
	34	5 342 798	4 957 195
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Administration municipale	35	10 278 107	8 866 149
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	36	168 659	
	37	15 789 564	13 823 344

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	54 126 812
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	58 440 325

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	55 927	68 276
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	17 918 305	17 471 217
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	25 374 606	23 763 778
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7	3 661 793	3 921 441
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	47 010 631	45 224 712

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	11	36 205 587	34 813 495	37 026 516	37 026 516
Compensations tenant lieu de taxes	12	757 378	808 546	812 831	812 831
Quotes-parts	13				
Transferts	14	1 330 000	1 280 204	1 518 500	1 535 281
Services rendus	15	3 348 474	3 176 489	3 411 413	4 420 309
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 961 294	2 475 550	4 580 256	5 225 905
Autres	17	1 017 801	486 626	944 658	1 091 004
	18	46 620 534	43 040 910	48 294 174	50 111 846
<b>Investissement</b>					
Taxes	19		1 414 975		
Quotes-parts	20				
Transferts	21	2 809 591			11 393
Autres	22	526 136		777 453	777 453
	23	3 335 727	1 414 975	777 453	788 846
	24	49 956 261	44 455 885	49 071 627	50 900 692

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
1 Administration générale	5 364 559	4 912 160	251 595	5 163 755	5 450 931	7 544 431
Sécurité publique						
2 Police	4 977 576	4 899 746	8 834	4 908 580	5 346 376	5 087 671
3 Sécurité incendie	1 952 879	1 897 605	190 042	2 087 647	2 087 647	2 095 286
4 Autres	277 266	294 534	4 448	298 982	298 982	275 749
Transport						
5 Réseau routier	4 495 287	5 242 335	3 347 547	8 589 882	8 589 882	7 146 671
6 Transport collectif	1 435 060	816 663		816 663	816 663	1 756 766
7 Autres	25 353	22 606	121 786	144 392	144 392	141 806
Hygiène du milieu						
8 Eau et égout	3 402 557	2 830 832	2 065 453	4 896 285	4 934 298	4 854 320
9 Matières résiduelles	3 439 440	3 601 541	157 989	3 759 530	3 759 530	2 702 096
10 Autres	19 016	22 603		22 603	22 603	24 985
11 Santé et bien-être	265 322	255 106		255 106	255 106	232 621
Aménagement, urbanisme et développement						
12 Aménagement, urbanisme et zonage	1 268 533	1 226 666	9 569	1 236 235	1 236 235	1 177 372
Promotion et développement économique						
13 Promotion et développement économique	385 680	322 479		322 479	322 479	317 630
14 Autres	50 000	30 000		30 000	30 000	50 621
15 Loisirs et culture	7 658 613	7 638 436	1 126 807	8 765 243	9 734 177	8 543 730
16 Réseau d'électricité						
17 Frais de financement	1 257 234	1 404 701		1 404 701	1 481 901	1 285 487
Effet net des opérations de restructuration						
18						
19	36 274 375	35 418 013	7 284 070	42 702 083	44 511 202	43 237 242
20 Amortissement des immobilisations	7 035 225	7 284 070	( 7 284 070 )			
21	43 309 600	42 702 083	0	42 702 083	44 511 202	43 237 242

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3